Extrait du Site de l'Association Adéquations

http://www.adequations.org/spip.php?article1563

Droits des femmes, égalité : plaidoyers

- TEMPORAIRE -

Date de mise en ligne : dimanche 22 mai 2011

Copyright © Site de l'Association Adéquations

Lancé le 25 mai l'appel "Sexisme : ils se lâchent, les femmes trinquent"a déjà signé par 25 000 personnes. "Nous sommes abasourdies par le déferlement quotidien de propos misogynes tenus par des personnalités publiques.. Nous avons eu droit à un florilège de remarques sexistes..."

Sexisme : ils se lâchent, les femmes trinquent

Depuis une semaine, nous sommes abasourdies par le déferlement quotidien de propos misogynes tenus par des personnalités publiques, largement relayés sur nos écrans, postes de radios, lieux de travail comme sur les réseaux sociaux. Nous avons eu droit à un florilège de remarques sexistes, du « il n'y a pas mort d'homme » au « troussage de domestique » en passant par « c'est un tort d'aimer les femmes ? » ou les commentaires établissant un lien entre l'apparence physique des femmes, leur tenue vestimentaire et le comportement des hommes qu'elles croisent.

Nous sommes en colère, révoltées et révoltés, indignées et indignés.

Nous ne savons pas ce qui s'est passé à New York samedi dernier mais nous savons ce qui se passe en France depuis une semaine. Nous assistons à une fulgurante remontée à la surface de réflexes sexistes et réactionnaires, si prompts à surgir chez une partie des élites françaises.

Ces propos illustrent l'impunité qui règne dans notre pays quant à l'expression publique d'un sexisme décomplexé. Autant de tolérance ne serait acceptée dans nul autre cas de discrimination.

Ces propos tendent à minimiser la gravité du viol, tendent à en faire une situation aux frontières floues, plus ou moins acceptable, une sorte de dérapage. Ils envoient un message simple aux victimes présentes et futures : « ne portez pas plainte ». Nous le rappelons : le viol et la tentative de viol sont des crimes.

Ces propos prouvent à quel point la réalité des violences faites aux femmes est méconnue. De la part d'élites qui prétendent diriger notre société, c'est particulièrement inquiétant. 75 000 femmes sont violées chaque année dans notre pays, de toutes catégories sociales, de tous âges. Leur seul point commun est d'être des femmes. Le seul point commun des agresseurs, c'est d'être des hommes.

Enfin, ces propos font apparaître une confusion intolérable entre liberté sexuelle et violence faite aux femmes. Les actes violents, viol, tentative de viol, harcèlement sont la marque d'une volonté de domination des hommes sur le corps des femmes. Faire ce parallèle est dangereux et malhonnête : ils ouvrent la voie aux partisans d'un retour à l'ordre moral qui freine l'émancipation des femmes et des hommes.

Les personnalités publiques qui véhiculent des stéréotypes qu'on croyait d'un autre siècle insultent toutes les femmes ainsi que toutes celles et ceux qui tiennent à la dignité humaine et luttent au quotidien pour faire avancer l'égalité femmes - hommes.

Copyright © Site de l'Association Adéquations

- **Signer l'appel** et accéder à d'autres infos

343 femmes s'engagent. L'égalité maintenant !

Il y a 40 ans paraissait dans *Le Nouvel Observateur* (N° 334, du 5 avril 1971), le *Manifeste des 343 salopes* qui revendiquait notamment le droit à l'avortement.

Le 2 avril 2011, est paru dans Libération un nouveau manifeste *L'Egalité maintenant !* à nouveau signé par 343 femmes qui constatent que "*des progrès importants ont été réalisés depuis 40 ans*" mais que "*pourtant, comme en 1971, parce que nous sommes nées femmes, nous demeurons assignées à notre sexe, maintenues en position subalterne, pendant toute notre vie*" et réclament "*l'égalité maintenant*".

- En ligne ci-dessous, le texte du nouveau manifeste
- Le nouveau manifeste (complet, avec liste des signataires), en téléchargement : >>>>> (pdf 4 pages, 700 ko)
- La page du journal Libération annonçant le nouveau manifeste, avec des interviews et témoignages : >>>>>
- En téléchargement, le Manifeste de 1971 : >>>>> (pdf 2 pages, 360 ko)
- Le Manifeste de 1971, à lire en ligne sur le site du *Nouvel Observateur* : >>>>>

L'égalité maintenant !

Le 5 avril 1971, 343 femmes bravaient la loi, signant un manifeste pour dire haut et fort qu'elles aussi, parmi des milliers d'autres, avaient avorté. Elles revendiquaient un droit fondamental : celui des femmes à disposer de leur corps. Parmi elles, quelques-unes d'entre nous et d'autres qui auraient pu être nos soeurs, nos mères ou nos grandsmères.

Ce texte éclata comme un coup de tonnerre dans le ciel déjà troublé de la domination masculine. Trop longtemps ignorées, méprisées, écrasées, les femmes s'organisaient, se révoltaient, revendiquaient. Aux côtés des militantes du mouvement de libération des femmes, les 343 ont forcé la porte de l'émancipation qui tardait trop à s'ouvrir. Elles ont contribué à ce que les générations suivantes puissent décider de leur vie. S'inscrivant dans un mouvement pour l'émancipation, elles ont, avec les féministes de nombreux autres pays, soulevé une onde de choc.

Ce mouvement pour se débarrasser de toute forme d'oppression est vivant aujourd'hui dans l'engagement des femmes aux avant-postes des révoltes qui font souffler un vent de liberté en Tunisie, en Egypte, ou dans d'autres pays.

Nous sommes le 5 avril 2011. Des progrès importants ont été réalisés depuis 40 ans. Les femmes travai l lent ,

Copyright © Site de l'Association Adéquations

endossent des responsabilités, s'engagent, prennent la parole dans l'espace public, choisissent leur vie, et leurs sexualités. **Et pourtant, comme en 1971, parce que nous sommes nées femmes, nous demeurons assignées à notre sexe, maintenues en position subalterne, pendant toute notre vie**.

Nous avons parfois la sensation cruelle de nous réveiller avec la gueule de bois. Nous touchons des salaires ou des retraites largement inférieurs à ceux des homme s . Nous assumons l'immense majorité des tâches ménagères. Nous sommes continuellement renvoyées à la sphère privée : notre corps, notre apparence, notre fonction éventuelle de mère. Beaucoup d'entre nous, parce qu'elles vivent en milieu rural, dans des quartiers défavorisés ou parce que les hôpitaux ferment, n'ont toujours pas accès à la contraception ou à l'avortement, libres et gratuits. Les portes des responsabilités politiques, économiques ou culturelles nous sont pour la plupart fermées. 75 000 d'entre nous sont violées chaque année en France et une d'entre nous meurt tous les deux jours et demi sous les coups de son compagnon ou ex-compagnon.

Une société ne peut avancer lorsque plus de la moitié de celles et ceux qui la composent est victime au quotidien de violences et de discriminations. **Nous sommes devenues femmes sous le joug du patriarcat.** Nous en avons assez. Nous avons des droits. Nous nous sommes battues, à toutes les époques, pour les faire inscrire dans les lois et les faire avancer. Ces droits ne sont pas respectés. Les inégalités femmes - hommes persistent, moins visibles peut-être et plus insidieuses, mais tout aussi prégnantes et injustifiées.

Nous voulons at teindre l'égalité femmes - hommes dans les têtes et dans les faits. Nous exigeons aujourd'hui que nos droits fondamentaux deviennent réalité. Des mesures doivent être prises rapidement pour garantir l'égalité dans l'emploi, en faisant reculer la précarité du travail des femmes et en imposant l'égalité salariale. Il est temps de prévoir une éducation dès le plus jeune âge pour comprendre et remettre en cause les mécanismes de domination. Nous demandons que chaque femme puisse accéder à une contraception libre et gratuite, puisse avorter dans de bonnes conditions, être mère si elle en fait le choix. Il faut en finir avec les violences sexistes qui pèsent sur chacune d'entre nous.

Il est plus que temps de faire sauter le verrou ouvert par le manifeste des 343. Nous ne demandons pas la lune, nous exigeons juste l'égalité.

IVG : je vais bien, merci.

Le collectif **les filles des 343**, "formé par des mili-tantes fémi-nistes d'âges et d'origines diverses, copines de blogs, appar-te-nant pour cer-taines à des orga-ni-sa-tions ou asso-cia-tions fémi-nistes et/ou de gauche de la gauche", a lancé un appel **"IVG : je vais bien, merci"**, que nous reproduisons ci-dessous. On peut signer cet appel en ligne sur le blog du collectif : http://jevaisbienmerci.net/, et proposer ses points de vues et témoignages.

Plus de 200 000 femmes avortent chaque année en France.

Cet acte, pratiqué sous contrôle médical, est des plus simples. Pourtant, le parcours des femmes qui avortent, lui, l'est de moins en moins :

Le droit à l'IVG est menacé : en pratique, par la casse méthodique du service public hospitalier, et dans les discours, car l'avortement est régulièrement présenté comme un drame dont on ne se remet pas, un traumatisme systématique.

Copyright © Site de l'Association Adéquations

Ces discours sur l'avortement sont des slogans éloignés de ce que vivent la grande majorité des femmes, ils ont pour but de les effrayer et de les culpabiliser.

Nous en avons marre que l'on nous dicte ce que nous devons penser et ressentir.

Depuis le vote de la loi Veil en 1975, a-t-on cessé de prédire le pire aux femmes qui décident d'avorter ?

Nous en avons assez de cette forme de maltraitance politique, médiatique, médicale.

Avorter est notre droit, avorter est notre décision. Cette décision doit être respectée : nous ne sommes pas des idiotes ou des inconséquentes. Nous n'avons pas à nous sentir coupables, honteuses ou forcément malheureuses.

Nous revendiquons le droit d'avorter la tête haute, parce que défendre le droit à l'avortement ne doit pas se limiter à quémander des miettes de tolérance ou un allongement de la corde autour du piquet.

Nous disons haut et fort que l'avortement est notre liberté et non un drame.

Nous déclarons avoir avorté et n'avoir aucun regret : **nous allons très bien.**

Nous réclamons des moyens pour que le droit à l'IVG soit enfin respecté. Nous réclamons son accès inconditionnel et gratuit mais également la liberté de faire ce que nous voulons de notre corps sans que l'on nous dise comment nous devons nous sentir.

Présidentielle 2012 : le Pacte pour l'égalité

Le Laboratoire de l'Égalité est une association rassemblant 450 hommes et femmes partageant une culture commune de l'égalité (associations, entreprises, réseaux de femmes, chercheur-es, élu-es, syndicats, fonction publique, médias, blogosphère...).

Il a lancé en mars 2011 un **Pacte pour l'égalité**, dont l'objectif est d'interpeller les candidats à l'élection présidentielle de 2012 et leur proposer une série de mesures permettant d'instaurer l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes.

Le Pacte pour l'égalité proposé à la signature des candidats à la présidentielle décline en quatre thématiques des mesures emblématiques, parmi lesquelles :

1. Sur **la parité et l'accès des femmes aux responsabilités**, le Laboratoire de l'Égalité demande de :
- **suspendre le financement des partis** qui ne présenteraient pas 50% de candidates aux élections
- légiférer sur la parité dans **toutes les instances de décision publiques et privées**

2. Sur **l'égalité salariale et la lutte contre la précarité dans le travail**, le Laboratoire de l'Égalité demande de :
- **faire appliquer les lois sur l'égalité professionnelle** assorties de sanctions financières
- **pénaliser le recours au temps partiel subi**

Copyright © Site de l'Association Adéquations

3. Sur **la valorisation de l'implication des pères et la conciliation des temps de vie**, le Laboratoire de l'Égalité demande de :

- **allonger le congé paternité**
- **créer 500 000 places d'accueil de jeunes enfants**

4. Sur **le partage d'une culture de l'égalité**, le Laboratoire de l'Égalité demande de :

- **lutter contre les stéréotypes sexistes** dès le plus jeune âge et former le personnel éducatif
- **lancer une campagne d'intérêt général** sur la lutte contre les stéréotypes de genre

D'autres informations, et le suivi du Pacte pour l'égalité, sur
le site du Laboratoire de l'Egalité

Que les hommes et les femmes soient belles !

L'égalité, c'est pas sorcier !, La Ligue de l'enseignement, Le Monde selon les Femmes et Femmes Solidaires ont lancé cette pétition, à signer sur http://www.petitions24.net/regleproximite, *pour "dé-hiérarchiser" le féminin et le masculin dans la langue française.*

« Le masculin l'emporte sur le féminin. »

Cette règle de grammaire apprise dès l'enfance sur les bancs de l'école façonne un monde de représentations dans lequel le masculin est considéré comme supérieur au féminin. En 1676, le père Bouhours, l'un des grammairiens qui a oeuvré à ce que cette règle devienne exclusive de toute autre, la justifiait ainsi : « lorsque les deux genres se rencontrent, il faut que le plus noble l'emporte. »

Pourtant, avant le 18e siècle, la langue française usait d'une grande liberté. Un adjectif qui se rapportait à plusieurs noms, pouvait s'accorder avec le nom le plus proche. Cette règle de proximité remonte à l'Antiquité : en latin et en grec ancien, elle s'employait couramment.

Plus récemment, l'éminente linguiste, Josette Rey-Debove, l'une des premières collaboratrices des dictionnaires Le Robert, disait à ce sujet : « J'aime beaucoup la règle ancienne qui consistait à mettre le verbe et l'adjectif au féminin quand il était après le féminin, même s'il y avait plusieurs masculins devant. Je trouve cela plus élégant parce qu'on n'a pas alors à se demander comment faire pour que ça ne sonne pas mal. »

335 ans après la réforme sexiste de la langue,

Nous appelons chacun-e à révolutionner les écrits, les correcteurs d'orthographe et nos habitudes en appliquant la règle de proximité !

Nous demandons à l'Académie française de considérer comme correcte cette règle qui dé-hiérarchise le masculin et le féminin et permet à la langue une plus grande de liberté créatrice.

Copyright © Site de l'Association Adéquations

Campagne Le juste fruit : contre les discriminations des firmes de la banane à l'égard des femmes

Le 100ème anniversaire de la Journée internationale des femmes est l'occasion pour Colsiba, la Coordination latino-américaine des travailleurs-ses de la banane, d'interpeller trois des plus grandes multinationales du fruit : Chiquita, Dole et Del Monte sur les politiques discriminatoires et sexistes qu'elles pratiquent vis-à-vis des femmes. Les exemples sont nombreux : discrimination à l'embauche, tests de grossesse avant recrutement, harcèlement sexuel, accès limité au congé maternité, etc. Que ce soit au Guatemala, en Colombie, au Costa Rica, en Équateur, au Honduras ou au Pérou, ces situations montrent quotidiennement que les droits des femmes au travail sont encore loin d'être acquis. Ainsi, Colsiba fait appel à la solidarité internationale pour dénoncer ces pratiques et exiger un engagement concret de la part de ces entreprises afin de mettre un terme aux violations des droits spécifiques des femmes, que ce soit dans leurs propres plantations ou dans les plantations où elles se fournissent.

Discrimination à l'embauche en augmentation

Déjà au moment de l'embauche, les femmes qui souhaitent travailler dans la production et le conditionnement de bananes et d'ananas sont fortement discriminées. En effet, le recrutement de femmes est en chute libre depuis plusieurs années, car les entreprises estiment que la main d'oeuvre féminine est une main d'oeuvre risquée et coûteuse" à cause des droits liés à la maternité qu'elles pourraient faire valoir et que les entreprises voient d'un mauvais oeil. Ainsi, alors qu'il y a une quinzaine d'année les femmes y représentaient environ 25% de la main d'oeuvre, aujourd'hui, dans des pays comme l'Équateur et le Pérou, elles ne représentent plus que 7%. Selon Colsiba : Des centaines de femmes se retrouvent sans emploi, bien souvent des mères célibataires qui subissent donc de plein fouet la crise économique mondiale".

Droits bafoués et intimidations multiples

Au-delà de cette question fondamentale du droit à l'emploi qui est aujourd'hui battu en brèche, les femmes qui, elles, sont employées, sont confrontées à des violations de leurs droits sur leur lieu de travail. Par exemple, des cas de harcèlement sexuel ont été récemment signalés notamment chez Chiquita. Il s'agit selon Colsiba d'une technique de répression parmi d'autres : Lorsque les femmes refusent les avances qui leur sont faites, elles se voient menacées de perdre leur emploi". Ces mécanismes d'intimidation sur le lieu du travail mais aussi de violations multiples des droits spécifiques liés à la maternité notamment, viennent s'ajouter au fait que les femmes prennent rarement le risque de se syndiquer, par peur de perdre leur emploi, ce qui aurait des effets dramatiques sur leur famille qu'elles ont souvent à charge. Les entreprises peuvent donc facilement compter sur le rôle social qui est assigné aux femmes pour éviter de leur part toute revendication individuelle ou collective, ce qui va, bien entendu, à l'encontre des législations nationales en la matière, des normes internationales de l'Organisation internationale du Travail (OIT), en particulier la Convention N°111 sur la discrimination et des chartes éthiques ou codes de conduite dont se sont dotées Dole, Chiquita et Del Monte.

Mais les femmes se mobilisent !

Partant de ce constat qui est valable pour l'ensemble des pays producteurs de bananes et d'ananas, les militantes de plusieurs syndicats membres de Colsiba ont décidé d'attirer l'attention sur la situation que vivent les femmes qui travaillent ou souhaitent travailler dans la production de bananes et d'ananas. **Le 8 mars, Journée international**

Copyright © Site de l'Association Adéquations

des femmes, elles seront plusieurs dizaines à faire des sit-ins" au Guatemala, au Honduras et au Costa Rica, devant les sièges nationaux de Dole, Chiquita et Del Monte et à leur remettre des lettres symboliques. Aidons-les à se faire entendre !

- Pour signer l'appel sur le site de la campagne Le Juste fruit
- Site de Colisba,, coordination latino-américaine des syndicats de travailleuses et travailleurs de la banane et autres produits exotiques, à l'initiative de cette campagne (en espagnol)
- Peuples solidaires, partenaire de la campagne

Femmes et changements climatiques

La déforestation est cause de 20 % des émissions de gaz à effet de serre. Le mécanisme REDD puis REDD+ (Réduction des émissions dues à la déforestation et à la dégradation des forêts dans les pays en développement) est au coeur des négociations climatiques... et des clivages Nord Sud. Ce mécanisme permet des transferts de fonds des pays du Nord vers ceux du Sud pour financer des programmes limitant ou compensant la déforestation. De nombreux projets s'inspirant du REDD sont déjà mis en oeuvre. Des organisations de la société civiles estiment que certains projets sont néfastes, comme par exemple les monocultures d'arbres.

À l'occasion de la Journée internationale de la Femme du 8 mars 2011 le World Rainforests Movement invite à signer un document sur le système "REDD" et les femmes.

"Tel qu'il se présente à l'heure actuelle, le système REDD+ contribuera dans le monde entier à un accaparement de terres des communautés et peuples autochtones, qui touchera particulièrement les femmes, dit un document signé par des femmes et des organisations qui dénoncent que ce système est encore une autre fausse solution au problème du changement climatique.

Le document, qui figure à la fin de ce message, est le résultat de discussions exhaustives qui ont eu lieu dans l'Assemblée (Caucus) de Femmes réalisée à Cancún, pendant la CdP 16 de la Convention sur les changement climatiques, en décembre 2010. Après plusieurs journées de débats, il a été décidé que, sans être présenté comme une déclaration de position du Caucus, ce document sur REDD serait proposé à la signature de tous et surtout de ceux qui avaient participé à cette assemblée.

Dans le cadre de la Journée internationale de la Femme, le Réseau de femmes pour la justice climatique (GenderCC), Marche Mondiale des Femmes (MMF), Mouvement Mondial pour les Forets Tropicales (WRM), Réseau latino-américain contre la monoculture d'arbres (RECOMA), la Coalition mondiale pour les forêt (GFC), Réseau l'environnement des autochtones (IEN), Alliance Grassroots Global Justice (GGJA) et Observatoire du marché du carbone (CTW) reprenons ce document et invitons les organisations en général à y adhérer pour dénoncer que le système REDD, en plus de ne pas résoudre les problèmes d'ordre climatique, apportera à la société en général et aux femmes en particulier des dangers plus nombreux et plus graves.

Ceux qui souhaiteront le souscrire à titre individuel ou en représentation d'un réseau ou d'une organisation pourront envoyer un message à l'adresse mujeresporjusticiaclimatica gmail.com."

Position des femmes et des organisations sur le système REDD

Copyright © Site de l'Association Adéquations

CdP 16, Cancún, 9 décembre 2010

Les femmes et les organisations présentes à la 16e Conférence des Parties à la Convention-cadre des Nations sur les changements climatiques qui eut lieu à Cancún, au Mexique, du 29 novembre au 10 décembre 2010, afin d'encourager et de préconiser la reconnaissance et la protection des droits des femmes et des filles dans les politiques sur le changement climatique, et en particulier les droits des femmes et des filles qui sont en situation de vulnérabilité dans les populations affectées, souhaitent exprimer leurs inquiétudes au sujet des politiques et des incitations proposées pour réduire les émissions dues au déboisement et à la dégradation des forêts et pour accroître les stocks de carbone (REDD+).

En tant que femmes originaires de divers endroits du monde et vivant dans des conditions et des circonstances variées, nous affirmons qu'il est de la plus grande importance de sauvegarder les droits des femmes, dont ceux que consacre la Convention des Nations unies sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes (CEDAW). Nous adhérons pleinement aux droits des peuples autochtones tels qu'ils figurent dans la Déclaration des Nations unies sur les droits des peuples autochtones (UNDRIP).

Nous solidarisant avec les collectivités et les peuples affectés, nous, les femmes et les organisations présentes à cette CdP 16 de la CCNUCC à Cancún, Mexique, nous sommes d'avis que :

Le système REDD+, tel qu'il est conçu, contribuera à spolier de leurs terres des communautés et des peuples autochtones du monde entier, et cela affectera particulièrement les femmes. Les gouvernements et les grandes entreprises des pays industrialisés ne paieront pour la préservation des forêts que s'ils obtiennent en échange des droits sur le carbone stocké dans ces forêts. Les droits de propriété des femmes étant les moins sûrs, elles seront les plus touchées.

Les initiatives REDD+, telles que prévues à l'heure actuelle, ont des effets pervers et créent des inégalités. Le rôle des femmes dans la conservation et la restauration des forêts est très important et différent de celui des hommes. Selon le système REDD+ actuel, ceux qui réduiront le déboisement recevront des crédits carbone. Or, de façon générale, les femmes sont moins responsables de la déforestation et de la dégradation des forêts ; ainsi, elles seront moins éligibles pour recevoir des crédits.

En tant que mécanisme de compensation, REDD+ ne servira pas à combattre le changement climatique, puisqu'il transfère du Nord au Sud la responsabilité de l'atténuer. Les contrats qui donneront aux entreprises consommatrices de combustibles fossiles le permis de polluer seront nuisibles aux populations d'autres endroits du monde, qui subissent les conséquences de l'extraction de ces combustibles ou de la pollution que ces entreprises provoquent. Les femmes et les filles de ces communautés subissent ces conséquences de façon disproportionnée. Pour cette raison, la compensation par le carbone forestier n'affecte pas seulement les communautés autochtones du Sud.

La commercialisation des êtres vivants et les marchés du carbone sont incompatibles avec les cosmologies traditionnelles et indigènes et constituent une violation du sacré.(1) Du moment qu'elles détiennent au moins la moitié des connaissances traditionnelles, les femmes jouent un rôle fondamental dans la préservation et l'application pratique de ces connaissances. Beaucoup de traditions indigènes tribales protègent le caractère sacré de la Terre-Mère et défendent le Cercle de la Vie qui inclut la diversité biologique, les forêts, la flore, la faune et toutes les espèces vivantes.

Ce qu'il faut

Ce qu'il faut, c'est mettre en oeuvre des projets basés sur les droits des femmes, centrés sur les gens et justes pour

Copyright © Site de l'Association Adéquations

les deux sexes. Ces projets doivent apporter des avantages écologiques et sociaux à toutes les femmes et à tous les hommes. Nous voulons des mécanismes équitables et justes, qui tiennent compte des spécificités de chaque sexe, et qui ne répètent pas les erreurs passées en encourageant la plantation d'arbres en régime de monoculture.

Nous reconnaissons le besoin que les pays industrialisés adoptent de nouveaux systèmes économiques gouvernés par la justice climatique, par les limites écologiques et par la capacité porteuse de la Terre. Ces systèmes économiques doivent renforcer et encourager l'égalité entre les sexes et le partage équitable des ressources locales et mondiales, et soutenir les communautés autosuffisantes.

D'autres options que REDD+ existent déjà et devraient recevoir du soutien :

Reconnaître et garantir les droits des femmes sur les terres et territoires, ce qui comporte de démarquer collectivement et de titulariser les territoires des peuples autochtones, où se trouve la plupart des forêts du monde. Cette mesure s'est avérée très efficace pour réduire le déboisement et pour défendre les droits et les moyens de subsistance des femmes, des filles et des communautés tributaires des forêts.

Veiller au respect de la CEDAW et des autres instruments pour les droits de l'Homme, dont l'UNDRIP.

Arrêter le déboisement et la dégradation des forêts, car cela est essentiel pour préserver les moyens d'existence des femmes. Les mesures destinées à freiner la diminution des forêts doivent s'attaquer aux causes profondes de la déforestation, de la dégradation des forêts et du changement climatique, dont

- l'extraction de combustibles fossiles, les mines et la construction de grands barrages hydroélectriques ;
- les causes découlant de la demande, comme la demande de viande, de pâte à papier, de bois d'oeuvre, d'huile de palme et de bioénergie industrielle ;
- les grandes plantations d'arbres en régime de monoculture et les concessions d'exploitation forestière, qui mettent en danger les écosystèmes dont dépendent les femmes, et qui ne devraient plus recevoir aucun genre de soutien.

Il faudrait investir dans des programmes qui soutiennent directement des méthodes de conservation et de restauration des forêts fondées sur les droits et qui ont déjà fait leurs preuves, comme celles des territoires et des zones conservées par les peuples autochtones et les communautés, qui respectent et garantissent l'égalité entre les sexes.

(1) Voir aussi la position politique du Forum international des peuples autochtones sur le changement climatique pour la première semaine de négociation de la 16e Conférence des Parties de la Convention-cadre de l'ONU sur les changements climatiques.

Organisations signataires 4 mars, 2011

Academy of the Medical Sciences/ International Women's Forum, Russie
Advocates for Environmental Human Rights, USA
Amigos de la Tierra, Argentina
Asia Pacific Forum on Women, Law and Development (APWLD), Thailand
Asian Pacific Environmental Network
Black Sea Women's Club Ukraine

Copyright © Site de l'Association Adéquations

Bus Riders Union USA
Carbon Trade Watch UK
Center for Earth, Energy and Democracy USA
Center for Women Policy Studies USA
Centre for 21st Century Issues (C21st) Nigeria
Coastal Women for Change USA
Deep SouthCenter for Environmental Justice USA
Ecological Society The Phillipines
Environmental Rights Action/Friends of the Earth Nigeria
FASE Brésil
Forum de Mujeres/Espirito Santo Brésil
Fundaexpresión Colombia
Gender and Disaster Network UK
Gender, Environment and Climate Action Network Nigeria
GenderCC/ Mujeres por Justicia climática Internationale
GenderFocus Sweden
General Counsel / International Indian Treaty Council USA
Global Forest Coalition Internationale
Global Justice Ecology Project USA
Grassroots Global Justice Alliance USA
Indigenous Environmental Network USA
Institute for Agriculture and Trade Policy
IRDANA Netherlands
K.U.L.U.-Women and Development Denmark
Kemitraan Indonesia
Labor/Community Strategy Center USA
LIFE - Education, Environment, Equality Allemagne
Marcha Mundial de las Mujeres Internationale
Movimento das Mulheres Camponesas Brésil
Movimento das Mulheres Camponesas Espirito Santo Brésil
MUGEDE-Mulher, Genero e Desenvolvimento Mozambique
Otros Mundos Mexico
Red Latinoamericana contra los Monocultivos de árboles (RECOMA)
REDES Amigos de la Tierra Uruguay
Redmanglar International
Rural Women's Movement Afrique du Sud
Savia - Escuela de Pensamiento Ecologista Guatemala
Sebastian Heilmann, Member of the German Green Party Allemagne
The Gertown Revival Initiative USA
The Human Impacts Institute USA
Vice President of the Thuringian state parliament Allemagne
World Rainforest Movement Internationale
Youth for Climate Justice USA

Voir sur le site de World Rainforest Movement la vidéo *Femmes et changement climatique*

Consulter notre articles et nos ressources sur l'approche de genre dans le domaine du changement climatique

Copyright © Site de l'Association Adéquations